

**Commission** : Sommet UE – candidats à l'adhésion

**Problématiques** : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

**Auteur** : Géorgie

La Géorgie se trouve dans le Caucase, en bordure et à l'ouest de la mer Noire. Elle a comme pays voisins la Russie au nord et au nord-est, l'Azerbaïdjan au sud-est et l'Arménie et la Turquie au sud. Elle est actuellement dirigée par la présidente Salomé Zourabichvili, élue le 16 décembre 2018, et le chef du gouvernement et premier ministre Irakli Garibashvili, élu le 22 février 2023. Le pays a exprimé son intérêt à adhérer à l'Union européenne depuis de nombreuses années. Depuis son indépendance de l'Union soviétique en 1991, la Géorgie a cherché à se rapprocher de l'Europe et à se réformer pour répondre aux normes et aux valeurs européennes. Le 3 mars 2022, elle dépose sa candidature pour devenir un État membre de l'Union européenne.

Le 23 juin 2022, le Conseil européen a examiné la demande d'adhésion de la Géorgie. Il a déclaré être prêt à accorder le statut de pays candidat à la Géorgie une fois que les priorités énoncées dans l'avis de la Commission sur leur demande d'adhésion auront été prises en compte. Par exemple renforcer la protection des droits de l'homme des groupes vulnérables, l'égalité des sexes et la lutte contre la criminalité. Le conseil européen a insisté sur la "Dé-oligarchisation", qui semble faire allusion à un ancien premier ministre, Bidzina Ivanishvili, devenu milliardaire dans la Russie post-soviétique. Il affirme s'être retiré de la politique après avoir démissionné de la présidence du parti au pouvoir, Rêve Géorgien, en 2021. Mais ses associés sont toujours au pouvoir : le ministre de l'intérieur, Vakhtang Gomelaouri, était autrefois son garde du corps en chef. De plus, la relation entre la Géorgie et la Russie inquiète également l'UE, car deux régions géorgiennes, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, restent sous occupation russe. En outre, bien que la plupart des Géorgiens s'opposent fermement à l'invasion de l'Ukraine, le gouvernement a refusé d'imposer des sanctions à la Russie, le deuxième partenaire commercial du pays, affirmant que cela nuirait trop à l'économie. Enfin, la candidature officielle n'est cependant pas une garantie d'adhésion. La Turquie est candidate depuis 1999 et n'est toujours pas membre officiel de l'Union européenne.

Pourtant, l'accord d'association de 2014 a été un pas important pour la Géorgie dans sa quête de rapprochement avec l'UE. En effet, il est signé en juin de la même année à Bruxelles, et est entré en vigueur en juillet 2016. Il vise à renforcer les relations politiques et économiques entre la Géorgie et l'UE, et à rapprocher la Géorgie des normes et des valeurs européennes. Cet accord se caractérise notamment par la création d'une zone de libre-échange approfondie entre la Géorgie et l'UE et des coopérations renforcées dans les domaines politiques, économiques et sociales. Un autre accord sur la libéralisation du régime des visas entre l'UE et le pays du Caucase fut mis en place en décembre 2016. Il prévoit le droit pour les citoyens de l'UE et les citoyens géorgiens qui se rendent sur le territoire de l'autre partie de se déplacer sans obligation de visa pour un séjour d'une durée de 3 mois. L'UE a également fourni une assistance financière et technique à la Géorgie pour soutenir ses efforts de réforme et de modernisation.

En plus de ces accords, la Géorgie a déjà mis en place des réformes pour le développement du pays qui pourraient l'aider à devenir membre. En effet, le pays a largement éliminé la corruption courante, avec de meilleures performances que bon nombre d'États membres, ce que les propres recherches approfondies du Centre d'études politiques européennes il y a seulement un an, basées sur des preuves solides, ont fortement convenu. On remarque également d'autres progrès ces dernières années, tels qu'une amélioration de la liberté d'expression, de la liberté des médias et une forte volonté politique du gouvernement. Néanmoins, la Géorgie doit mettre en place plus de réformes pour répondre aux priorités énoncées par la commission européenne, comme par exemple renforcer l'égalité des sexes et la protection des droits de l'homme.

L'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne est un processus long et complexe, mais elle fait preuve de sérieux et de détermination afin d'y arriver. Elle a encore certains efforts à fournir, notamment prendre ses distances avec M. Ivanishvili, clarifier sa position sur la Russie et faire les réformes nécessaires pour parvenir à une candidature à l'UE. De nombreuses protestations de la part des géorgiens en été 2022 ont montré l'importance de l'adhésion pour les habitants, ce qui prouve de la volonté de la part des géorgiens pour que la Géorgie devienne membre à part entière de l'Union européenne.